

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 28 Février 2006

Lutte des classes

Depuis des années, on nous le prédisait, le chômage allait chuter, sous l'effet du papy-boom (le départ à la retraite des classes nombreuses nées juste après la 2^{ème} guerre mondiale). Il suffisait d'attendre.

De fait, environ 710 000 personnes ont quitté le marché du travail en 2005 (50 000 décès, 660 000 départs à la retraite). Soit davantage, et c'est une grande nouveauté, que de jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Mais **la classe dirigeante ne veut pas d'une baisse importante du chômage**. Un chômage élevé met les entreprises en position de force sur le marché du travail, et leur permet d'être de plus en plus exigeantes à l'égard de leurs salariés.

Toutes les mesures Villepin visent à freiner la baisse du chômage pour contraindre les jeunes à prendre un sous-emploi :

- allongement des durées de travail sur la journée (forfaits jour pour tous), sur la semaine et sur l'année (déblocage des heures supplémentaires, baisse de leur rémunération)
- âge de la retraite repoussé
- suppression des emplois-jeunes
- réduction des postes dans les services et la fonction publique...

Alors que les jeunes pouvaient espérer profiter du tournant démographique pour accéder, massivement, à de vrais boulots, Villepin les force à accepter, avec le **CPE**, des « emplois soumis » à droits dégradés, et donc à bas salaires !

(lire articles de Gérard Filoche, www.democratie-socialisme.org, dans Respublica n° 418 et 419, www.gaucherepublicaine.org)

Le cynisme de la classe dirigeante se manifeste aussi par la **réforme fiscale en faveur des riches**, qui va entrer en vigueur en 2007 : elle accorde 80 € de baisse d'impôt à un smicard, contre 10 000 € pour celui qui perçoit 20 000 € par mois... Selon l'Observatoire français de conjoncture économique, pas moins de 70 % des 3,5 milliards d'euros de réductions d'impôts prévues iront dans la poche de 20 % seulement des contribuables (les plus riches, bien sûr).

Et, alors que la classe dirigeante prétend justifier ses avantages par de prétendus mérites personnels, les multiples baisses des droits de succession favorisent les héritiers, dont le seul « mérite » est d'être nés de parents riches. (Alternatives économiques, février).

La loi Solidarité et Rénovation Urbaine visait à réduire les ghettos, et à obliger toutes les communes à une certaine **mixité sociale**. Intolérable pour la classe dirigeante, qui vient de vider cette loi de sa substance. Les riches tiennent à rester entre eux, et veulent éviter de côtoyer le peuple.

Non, **la lutte des classes n'est pas une vieille lune. Ce gouvernement, sans doute le plus réactionnaire que la France ait connu sous la République, en est l'illustration.**

Bonnes nouvelles

Le 9 décembre, le tribunal correctionnel d'Orléans a relaxé les « faucheurs volontaires », poursuivis pour avoir fauché des cultures de maïs transgéniques Monsanto en 2004. Il a reconnu « l'état de nécessité » de leur action, en raison « du danger actuel de diffusion incontrôlée de gènes provenant des OGM, dont la dissémination avait été autorisée, contrairement au **droit constitutionnel** à un environnement sain ». L'enjeu **OGM** n'est rien de moins qu'une tentative de privatisation par brevets de l'essentiel de l'énergie alimentaire mondiale (soja, maïs, riz, blé) et du patrimoine génétique. (*Francine Bavay, Yves Contassot, François Dufour, et autres, Le Monde 19 janvier*).

Réchauffement climatique

Selon la NASA, **l'année 2005 a été la plus chaude jamais enregistrée** depuis que les météorologues font des mesures. Ce nouveau record, après ceux de 1998, 2002, 2003 et 2004, « rend urgentes », insiste l'agence américaine, « les discussions sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». (*Le Monde, 26 janvier*).

11 millions de personnes sont au bord de la **famine** en Afrique de l'Est, selon la FAO. « Les **sécheresses** sont non seulement plus fréquentes, mais nettement plus graves », selon M. Graisse, directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial. La sécheresse est aggravée par la déforestation, selon la Kényane Wangari Maathai, Prix Nobel de la paix 2004, qui désigne « notre responsabilité morale à l'égard de la protection de l'environnement ». (*Le Monde, 18 janvier*).

Biodiversité

La biodiversité des écosystèmes marins s'affaiblit à un rythme inquiétant, avant tout en raison des pratiques humaines. Le chalutage de grand fond conduit à détruire des écosystèmes encore en partie inconnus. En raison de l'absorption du CO2 excédentaire issu des activités humaines, les océans s'acidifient, ce qui menace les récifs coralliens, et certaines espèces de plancton. Or, « si le plancton disparaît, c'est le poisson qui disparaît »... (*3^{ème} conférence mondiale sur les océans, tenue à l'Unesco le 27 janvier, Le Monde, 28 janvier*).

La fin du pétrole bon marché

Iran : « Toute perturbation dans la situation économique et politique du pays peut mettre en crise la région et faire augmenter le prix du pétrole au-delà de ce qu'imaginent les Occidentaux. » C'est le ministre iranien de l'économie qui le dit, à propos de la question nucléaire. Le président iranien spéculait sur un affaiblissement durable de la puissance américaine, qui n'est pas la moindre conséquence de la guerre d'Irak. Une intervention qui était pourtant destinée à soumettre tout le Proche et le Moyen Orient... Le plus vraisemblable est qu'à la fin de son mandat, **l'apprenti sorcier** George Bush aura créé une vaste zone d'influence iranienne allant jusqu'aux frontières syriennes et jordaniennes, et disposant de l'arme atomique. Et cela sans parler des centaines de milliers de morts et des rancunes tenaces activées bien au-delà de cette région du monde. (*Politis, 19 janvier*).

Alaska : Le sénat des Etats-Unis a adopté en novembre un texte autorisant l'exploitation pétrolière des sous-sols de l'Alaska au sein d'un territoire classé comme réserve depuis 1960. (*Silence, février*).

ExxonMobil a fait en 2005 un profit de 36 milliards de dollars, profit le plus important jamais réalisé par une entreprise. Supérieur au PIB de 125 des 184 pays classés par la banque mondiale, équivalent au PIB de la Slovaquie. (*Le Monde, 1^{er} février*). *Immoral*.

Transports

En 2005, **la route a tué** 5 000 personnes en France, 50 000 dans l'Union européenne, plus de 100 000 en Chine. **Peu de guerres font autant de victimes**. Selon une étude du Transport Research Laboratory de Londres, baisser la vitesse des voitures de 3 km/h en moyenne permettrait de diminuer de 5000 le nombre de morts en Europe. Le gouvernement des Pays-Bas a annoncé son intention de réduire la vitesse à 80 km/h en dehors des villes. En Suède, la vitesse sur autoroute est limitée à 110 km/h, 90 km/h sur les 4 voies, 70 km/h sur les voies ordinaires. Un sondage réalisé début septembre en France indique que 57 % des Français seraient favorables à une baisse de la vitesse sur route à 80 km/h. (*Silence, février*).

Justice et mémoire

Rwanda : petit royaume africain indépendant dès le XIV^{ème} siècle. Enclavé par sa structure géographique montagneuse, il ne connut ni les invasions ni les razzias pour la capture d'esclaves. Après une brève période de contrôle par les Allemands, il fut confié à la Belgique après la 1^{ère} guerre mondiale. Et massivement converti à la religion catholique, qui enseignera d'abord l'**obéissance**. Les Occidentaux (parmi lesquels des ethnologues gobinistes) apportent aussi l'**ethnisme**. Ils favorisent d'abord les Tutsi (15% de la population). Dès 1959, émeutes,

pillages et tueries se multiplient : beaucoup de Tutsi émigrent. Le roi est déposé en 1959, et la République proclamée, à la suite d'une opération conjointe de l'Eglise et du pouvoir colonial belge. On s'aperçoit que les Hutu sont 85 %. Après l'indépendance en 1961, le premier président fut un séminariste hutu. A la faveur d'un coup d'Etat, un haut gradé de l'Opus Dei, Habyarimana, lui succède en 1973. Les Tutsi exilés en Ouganda se regroupent et tentent en 1990 une intervention militaire pour rentrer dans leur pays. Elle sera repoussée avec l'aide des troupes de Mobutu, mais surtout grâce à l'assistance française. **Qu'est-ce qui a poussé Paris à envoyer des troupes dans un lointain pays d'Afrique pour soutenir une dictature chancelante ?** Les troupes françaises se retirent en décembre 1993. Créée par le Hutu Power, la Radio des Mille Collines lance, depuis juillet 1993, ses appels à la radicalisation raciste. Le 6 avril 1994, l'avion de Habyarimana est abattu par un tir de missiles. Le **génocide** démarre, femmes, enfants, vieillards, nourrissons, sont tués à l'arme blanche... *Article très émouvant et circonstancié, de Fabrice Denjoy, à lire dans son intégralité dans La Révolution Proletarienne, décembre 2005 (26, rue des Rosiers, 75004, Paris), et à suivre au prochain numéro.*

A saluer, l'excellent documentaire consacré à la **colonisation** « les trois couleurs de l'empire », de Jean-Claude Giudicelli et Virginie Adoutte (France, 2001), rediffusé par *Arte* le 1^{er} février. Comme l'indique la présentation qu'en a fait *Télérama* : « longtemps l'épopée coloniale camoufla derrière des idéaux généreux et civilisateurs de piteuses et sordides réalités (...). La conquête de l'Algérie n'échappa pas à ces enjeux. Extermination de rebelles à coups de grottes enfumées, émasculations, amputations, viols, confiscation des meilleures terres, éradication de la culture arabo-musulmane, typologie et hiérarchisation des groupes au faciès... l'intrusion en terre algérienne de la patrie des droits de l'homme fut détonante ».

Chirac choisit d'effacer le texte sur « le rôle positif » de la présence française outre-mer : il saisit le conseil constitutionnel afin que celui-ci constate que l'article contesté est en réalité d'ordre réglementaire, et non législatif, ce qui au permettra au gouvernement de le supprimer par un simple décret... (et évitera d'engager un nouveau débat parlementaire, à risque). (*Le Monde*, 27 janvier).

Monde

Forum social mondial : Plus de 10 000 personnes à Bamako (Mali), venues de toute l'Afrique de l'Ouest : **l'Afrique est désormais engagée dans le mouvement altermondialiste**. « On sent l'envie des gens de se prendre en main et de faire des choses, même avec les moyens du bord », constate Mohamed Cissoko, venu de Conakry (Guinée). Le site le plus dynamique du forum fut sans conteste « l'univers des femmes », un espace pour magnifier les luttes sociales des femmes.

70 000 participants à Caracas, où le président vénézuélien Hugo Chavez a lancé un appel pour « la création d'un grand mouvement articulé, mondial, anti-impérialiste et alternatif ». L'important **virage à gauche de l'Amérique du Sud** (de Lula au Brésil à l'Indien Evo Morales en Bolivie, en passant par l'Argentin Nestor Kirchner) a dominé les débats.

En prélude à la convocation d'un Forum social **maghrébin**, une assemblée s'est tenue fin janvier à Bouznika (Maroc). Plus de 500 altermondialistes ont animé, avec les associations et les syndicats marocains organisateurs, les travaux d'une véritable assemblée de citoyens, fait inédit dans l'histoire des mouvements sociaux et de la société civile de la région. (*Politis*, 26 janvier et 2 février).

Chine : Le rédacteur en chef d'un journal de la province du Zhejiang est mort des suites des blessures infligées par la police. Dans un article, il avait reproché aux agents de la circulation de fixer des prix fantaisistes à la délivrance de permis aux utilisateurs de bicyclettes électriques.

Dénonçant les passages à tabac policiers, « pratique assez répandue dans la Chine de 2006 », l'éditorial du *Monde* (8 février) conclut : « où sont donc les retombées politiques du « miracle économique » que les alliés de Pékin avaient espéré et promis ? Il faut dire crûment les choses : ces progrès sont nuls. On est même dans une phase régressive. »

Islam : Une affaire de caricatures danoises (mettant en scène Mahomet) tourne au happening planétaire, déversant dans la rue des foules en colère. Décryptage de Jean-François Clément, universitaire, spécialiste de l'islam marocain : « l'Occident a réussi à faire cohabiter le droit à l'expression et à la dérision avec le respect des croyances, mais ce fut au prix de longues batailles historiques. Nous sommes face à des pays qui ne se développent pas économiquement, qui vivent dans un univers dominé par l'idée que c'est par la faute des autres qu'ils sont pauvres. Le vrai problème – et l'on en revient à l'image- est dans la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et dans celle qu'ils ont des autres ». (*Le Monde*, 5-6 février).

Maroc : Chaque habitant de la région de Tanger-Tétouan dépense en moyenne par an 8 300 dirhams, soit 760 euros, dont plus de 75 % pour l'alimentation, l'habillement et le logement. (*Le Monde Diplomatique*, février)

Epidémies : L'épizootie de **grippe aviaire** a gagné le continent africain avec la contamination d'un élevage de poules pondeuses dans le nord du Nigéria. L'épidémie de chikungunya s'accélère encore sur l'île de la Réunion : elle a

touché 70 000 personnes, et on compte 20 000 nouveaux cas par semaine. Elle est transmise par piqûres de moustiques, et provoque des fièvres et douleurs musculaires. Le décès d'un enfant a été imputé, sans certitude, au chikungunya. (*Le Monde*, 10 février).

Union Européenne

Santé: 60% des dépenses de soins (5% du PIB de la France !) concernent les affections de longue durée : maladies cardiovasculaires, cancers, affections psychiatriques, diabète... Affections qui ont pour une part importante une origine environnementale (malbouffe, pesticides, pollution atmosphérique, environnement social, ...). Or, le Conseil européen a poursuivi le « détricotage » du projet Reach, la première politique publique d'importance conçue pour s'opposer aux grandes épidémies d'aujourd'hui : moins de substances seront soumises à déclaration obligatoire, un nombre moins élevé sera évalué, l'obligation de substitution (par des produits moins toxiques) sera affaiblie. Alors que le coût de Reach s'élève seulement à 2, 8 milliards d'euros.. soit le dernier bénéfice trimestriel de Total ! Espérons que la mobilisation soit forte, en septembre, lors du 2^{ème} passage au Parlement européen, pour redonner de l'ambition à Reach ! (*André Cicoella, dans Politis, 26 janvier*).

Démographie : Pour enrayer l'inexorable décroissance démographique (la population active – 15-64 ans – de l'UE sera en recul de 20 millions de personnes d'ici à 2030), la Commission veut aider les Etats à augmenter le taux de fécondité des femmes. (*Le Monde*, 7 février). *Quelle absurdité ! Alors qu'on se demande comment la planète pourra supporter les 9 milliards d'humains prévus pour 2050 ! L'article note cependant que de nombreux facteurs dissuadent les Européens d'avoir des enfants : problèmes de logement, chômage, manque de systèmes de gardes d'enfants, etc. La Commission « proposera en mars un programme de travail concret pour faire face aux évolutions démographiques ». Objectif, selon Le Monde : permettre aux femmes d'avoir le nombre d'enfants souhaités sans pour autant renoncer à leur carrière.*

Espagne : L'éolien a fourni, en 2005, 8,5 % de la consommation électrique du pays, soit 20 000 GW-h. L'Espagne a une capacité de 10 000 MW, dont 2500 ont été installés en 2005. L'entreprise espagnole Gamesa est devenue le 2^{ème} fabricant mondial d'éoliennes, après le danois Vestas Wind Systems. Le secteur comprend 500 entreprises, qui emploient 30 000 personnes, nombre qui devrait doubler d'ici 5 ans. L'Espagne espère en avoir fini en 2011 avec ses réacteurs nucléaires. (*Silence, février*).

France

Logement : « Les jeunes subissent une double crise : d'un côté le chômage et la précarité, de l'autre, des hausses de loyer considérables. Au cours des six dernières années, nous avons constaté une augmentation moyenne de 29,5% des loyers au moment des changements de bail. De plus en plus de jeunes n'arrivent pas à se loger dignement de façon autonome. La colocation se développe, les jeunes qui sont hébergés en foyer, théoriquement de façon provisoire, s'y installent durablement. De plus en plus restent chez leurs parents par obligation. Une partie non négligeable d'entre eux ont un travail et devraient pouvoir vivre de façon autonome. Cela touche tout le monde, pas uniquement les plus pauvres. (...) L'investissement de la collectivité dans le domaine du logement, que nous estimons à 1,8 % du PIB en 2005, se situe à son niveau le plus bas depuis 30 ans. Depuis 2002, il y a eu, c'est vrai, un réel effort de construction de logements très sociaux : le nombre de logements destinés aux très démunis est passé de 5200 à 53000. En 2005, on devrait atteindre 80 000 logements sociaux construits sur les 90 000 prévus. Mais il ne faut pas se leurrer : un tiers de ces 80 000 logements ne sont pas des vrais logements sociaux du fait du niveau de leurs loyers. » (*Christophe Robert, Fondation Abbé Pierre, Alternatives économiques, février*).

Encadrement des loyers, durcissement de la fiscalité des plus-values immobilières et foncières, mise en place d'une sécurité sociale du logement protégeant à la fois le locataire et le bailleur, instauration d'un droit au logement opposable qui oblige les pouvoirs publics à trouver des solutions pour les familles à la recherche d'un toit... L'ouvrage de Marie-Noëlle Lienemann, qui fut à deux reprises ministre du logement (« le scandale du logement », Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 254 pages, 18,90 €), recèle mille et une propositions pour « en finir avec l'indignité de la République ». (*Le Monde*, 27 janvier).

Urbanisme : Les Français vont s'installer toujours plus loin du centre des villes, là où le prix du terrain leur permet de construire ou de se loger à moindre coût. Entre 1990 et 1999, la croissance démographique était la plus forte à 15 km des centres urbains ; désormais, c'est à 25 km en moyenne. (*Alternatives économiques, février*). *D'où une plus grande dépendance à l'automobile... Alors que la fin du pétrole bon marché se profile ! L'imprévoyance des pouvoirs publics est coupable !*

Les députés, en modifiant un article de la loi solidarité et renouvellement urbain (cette loi SRU oblige les communes à atteindre, en 20 ans, 20 % de logements sociaux), la vident de sa substance : les habitations destinées à favoriser l'accession sociale à la propriété (HLM vendues à leurs locataires, ou logements acquis grâce à un prêt à

taux zéro, par exemple) seront désormais assimilées à du logement social. L'abbé Pierre avait exprimé son opposition à cette disposition qui met « en question l'honneur de la France ». (*Le Monde*, 27 janvier).

Le commerce extérieur connaît un déficit historique: Celui-ci atteint en 2005 26 milliards d'euros. Pourquoi ? La facture pétrolière s'est élevée à 37 milliards d'euros, en raison de la « flambée » des cours du brut (*pourquoi parle-t-on toujours de flambée, laissant entendre que les prix vont à nouveau chuter ? C'est l'inverse qui va se produire !*). Et la France a importé massivement des produits étrangers (382 milliards d'euros, dont 17 milliards de produits *made in China*) . (*Le Monde*, 11 février). *Le gouvernement va donc lancer une campagne en faveur des économies d'énergie, et d'une moindre consommation de produits importés ? Nenni ! « Le phénomène « n'est pas en soi inquiétant », se contente de dire la ministre du commerce extérieur...*

... et la croissance n'a été que de 0,2 % au 4^{ème} trimestre, « une tendance jugée inquiétante par les économistes » (*Le Monde* 11 février). *Ce n'est pas faute de susciter des besoins artificiels chez les consommateurs.* « Le montant des dépenses publicitaires mondiales a atteint des niveaux faramineux. On devrait avoisiner 700 milliards de dollars en 2008. Dix fois plus que ce qui permettrait de régler la plupart des problèmes les plus urgents des pays en développement : éducation, santé, nutrition, accès à l'eau potable... », écrit Jean Gadrey (*Politis*, 9 février), qui poursuit : « Un autre monde implique une remise en cause radicale du statut de consommateur-débouché, et du salarié et de la nature comme « facteurs de production », qui sont des figures de l'assujettissement moderne à l'économie et à la marchandisation du monde. L'intervention démocratique sur le sens du travail, des pratiques sociales de consommation et de la croissance illimitée est urgente ».

Justice : à propos d'Outreau, quelques interrogations : *Combien y a-t-il d'innocents dans les prisons ? L'incarcération avant jugement ne devrait-elle pas être l'exception, et une décision fortement argumentée ? Avant de condamner à la prison, ne conviendrait-il pas d'envisager d'autres formes de châtement ?*

Et ces propos d'un magistrat : « Souvenons-nous : qui a inventé ces images hallucinantes, « le quartier de l'horreur », « la cité de la honte », « l'affaire Dutroux à la française », « l'enfer des victimes de la tour du Renard », « le réseau des abuseurs d'enfants » ? Le juge d'instruction ? Non : les journaux réputés les plus sérieux de la presse régionale ou nationale. Ces journaux qui ne trouvent pas de mots assez durs pour stigmatiser l'erreur judiciaire... Ces journaux qui n'ont commencé à s'interroger sur la réalité des faits que bien après la fin de l'instruction, et qui évitent aujourd'hui tout mea culpa, dès lors qu'un bouc émissaire complaisant s'offre pour porter nos fautes collectives ». (*Jean-Yves Monfort, Le Monde*, 8 février). *On pourrait aussi (et surtout) dénoncer le rôle de la télé. Nous sommes dans la société du spectacle, sous l'empire des émotions successives, sans recul ni réflexion.*

Télé : La privatisation (1986) marque une rupture du système. Avant, dit Michel Drucker, les politiques « pensaient tous, en gagnant les élections, gagner la télé en prime. Maintenant tout a changé. Si la télé cirait les pompes du politique, ce n'est plus la même chose. Ce sont les politiques qui courtisent la télé. Le pouvoir est à TF1, ou au service public, entre les mains de ceux qui détiennent l'information, toutes chaînes confondues, a fortiori TF1. Aujourd'hui, il n'y a pas un homme politique qui peut se fâcher avec l'information de TF1 ». Et quand on sait que certains politiques ont les mêmes intérêts que certains patrons de chaînes, on peut imaginer une longue espérance de vie à la connivence. (*Politis*, 9 février).

Ile-de-France : Géothermie. Alfortville (Val-de-Marne) s'est dotée dès 1985 d'une installation géothermique pour constituer un réseau de chauffage urbain. Ce réseau dessert aujourd'hui plus de 5 000 logements. Le système utilise une nappe d'eau située à 1 800 m sous terre, qui arrive à la température de 73 ° C à la sortie du puits. Deux échangeurs transfèrent la chaleur vers le réseau. Puis l'eau refroidie est réinjectée dans le sol. (*Politis*, 2 février).

Paris : Bertrand Delanoë a présenté les mesures prévues en cas de pandémie de **grippe aviaire**. Pendant la première semaine, la population parisienne serait priée de rester chez elle. Les écoles, crèches, PMI et tous lieux de rassemblement seraient fermés sur décision de la préfecture. Les transports en commun seraient limités aux seuls déplacements indispensables. Les services de la ville assureraient uniquement des missions essentielles : la distribution de l'eau, le chauffage urbain, l'aide à domicile, le fonctionnement des maisons de personnes âgées ou l'aide sociale à l'enfance. Environ 15 000 agents sont affectés à ces tâches sur quelque 46 000 au total. Les 3,4 millions de masques de protection dont la Ville dispose leur seraient distribués en priorité. Le télétravail serait développé pour éviter au maximum les contacts. (*Le Monde*, 2 février).

Vie pratique : En 1997, la moyenne d'âge des ordinateurs mis à la casse était de 5 ans. Fin 2005, cette moyenne est tombée à 2 ans ! La durée de vie des téléphones portables est en moyenne de six mois. (*Greenpeace magazine, hiver 2005, cité dans Silence, février*).

Courrier des lecteurs :

PC : Dès que j'ai mis le nez dans l'ouvrage d'Yves Cochet, **Pétrole Apocalypse**, je n'ai eu de cesse que de l'avoir fini. Le compte rendu que tu en as fait est fidèle [*ces notes de lecture sont disponibles sur demande*], mais ne m'avait pas fait ressentir l'importance et l'imminence du cataclysme. Bien sur dans les derniers chapitres Y. Cochet parle des

nouveaux gisements en Russie ce qui peut contribuer à retarder le choc; mais le comportement des responsables politiques est tel, que l'organisation de notre société comme il la préconise n'a que très peu de chances de se réaliser. Après la conférence sur l'économie mondialiste, à laquelle j'ai assisté à Fontenay, qui mettait en évidence l'imminence d'une rupture; je pensais déjà à un risque de guerre. Là, tous les éléments sont réunis. Dans ce cadre les problèmes qui nous occupent deviennent secondaires. La mondialisation libérale, la P.A.C., les O.G.M. et même l'Europe, tout est effacé par le changement d'équilibre que l'augmentation du prix du pétrole entraîne. Finalement ce qui reste constructif c'est l'isolation des maisons et les circulations douces. **Vive Particip'Actif !!!**

Attac-Montrouge vous invite à une réunion publique et conviviale le **mardi 21 février, à 20 H 30** sur le thème : **« à quoi sert l'école ? », au 173 bd Gabriel Péri, à Malakoff** (juste de l'autre côté de l'avenue Pierre Brossolette).

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.